



## « Tant qu'il ne sera pas possible de mesurer la mixité d'origine d'un collège, les pouvoirs publics resteront impuissants »

« Nous militons pour la constitution d'un indice de mixité sociale et d'origine qui prenne en compte le pays de naissance des parents, des grands-parents et même des arrière-grands-parents des collégiens », affirment, dans une tribune au « Monde », des membres de l'association de parents d'élèves de la banlieue lyonnaise No Ghetto, qui milite contre la ségrégation scolaire. Cette tribune paraît dans « Le Monde de l'éducation ». Si vous êtes abonné au Monde, vous pouvez vous inscrire à cette lettre hebdomadaire en suivant ce lien

Tribune. Lors de son interview télévisée du 15 décembre 2021 sur TF1, le président de la République Emmanuel Macron a tenu à lire les prénoms des enfants qui lui avaient adressé une lettre à la suite de la panthéonisation de Joséphine Baker. « Noël, Sébastien, Milla, Check Mansour, Faustine, Héloïse, Kenza, Daniela, Guillaume, Emma, Rayan... » Cette liste de prénoms était censée illustrer la France du président : multiple, mixte dans ses origines, forte de ses différences et unie par la République. Pourtant, ce tableau n'est pas celui que connaissent les habitants des quartiers populaires et périphériques des grandes agglomérations. Dans certaines écoles, dans certains collèges, les prénoms d'origine européenne ont presque entièrement disparu.

Lire aussi

Article réservé à nos abonnés

Mixité sociale, revenus... les inégalités de plus en plus criantes en région parisienne

Ce constat, les habitants de ces quartiers l'ont fait depuis longtemps, mais ce n'est que depuis une dizaine d'années que la classe politique se résout à accepter l'existence de ghettos au sein de la République. Toute une panoplie de politiques publiques ont alors été déployées pour favoriser la « mixité sociale », mais aucune n'a été mise en œuvre en faveur d'une « mixité d'origine ». Et pour cause : il n'existe pas à ce jour de critères permettant de la mesurer.

Citoyens français, nous refusons bien évidemment toute statistique ethnique. Nous ne pouvons pas à la fois vouloir échapper à une assignation à résidence et, en même temps, espérer être enfermés dans une case raciale. Nous sommes avant tout des sujets de droit et refusons toute classification, tout dénombrement établi sur la pigmentation de peau ! Mais, si nous sommes universalistes, nous ne sommes pas aveugles pour autant. Parce que nous y vivons, nous voyons bien que certains de nos quartiers deviennent de plus en plus monocolores et que la tendance s'accroît malheureusement. Et, tant qu'il ne sera pas possible de mesurer la mixité d'origine d'un quartier ou d'un collège, les pouvoirs publics resteront aveugles et donc impuissants. Certes, l'éducation nationale a remplacé la catégorie socioprofessionnelle par l'indice de position sociale pour mesurer les phénomènes de ségrégation. Mais cet indice ne peut pas mesurer avec sincérité la réalité des ghettos, puisqu'il se refuse à prendre en compte l'origine des collégiens et de leurs ascendants.

Volonté politique

Pourtant, l'origine des collégiens, telle que l'utilise l'Institut national d'études démographiques dans ses études « Trajectoires et origines », est une donnée objective qui ne prend en compte que le pays de naissance et la nationalité à la naissance. L'origine n'enferme pas comme pourrait le faire un « ressenti d'appartenance », mais elle informe d'une réalité. No Ghetto est une association qui se mobilise pour plus de mixité sociale et d'origine dans les collèges. Depuis notre création, nous militons pour la constitution d'un indice de mixité sociale et d'origine qui prenne en compte le pays de naissance des parents, des grands-parents et même des arrière-grands-parents des collégiens.

Lire aussi

Article réservé à nos abonnés

Mixité sociale : petite révolution à Paris dans l'affectation en lycée

Nous considérons qu'à niveau social équivalent une classe de sixième composée d'élèves dont tous les aïeux sont poitevins n'aura pas la même expérience – et, partant, pas le même avenir – qu'une classe d'élèves dont tous les aïeux sont subsahariens ou maghrébins. Ce n'est que lorsque les élus des conseils départementaux auront une





connaissance exacte de la ségrégation dans les collèges dont ils ont la charge grâce à un tel indice de mixité sociale et d'origine qu'ils pourront agir réellement... s'ils en ont la volonté politique. Avoir le courage de mesurer la réalité des ghettos qui se sont créés dans notre pays pour pouvoir lutter efficacement contre la ségrégation, ce n'est pas trahir la promesse républicaine, c'est, au contraire, lui donner les moyens de se réaliser.

Lire aussi

Article réservé à nos abonnés

« Tout sauf mon collège de secteur » : les stratégies d'évitement de la carte scolaire

Khady Rebuzzi, Fazia Ouatah, Farid Ben Moussa sont membres du bureau de No Ghetto, une association de parents d'élèves et d'habitants de quartiers périphériques de l'agglomération lyonnaise. Créée en 2019 pour s'opposer à la construction d'un collège entre les deux zones sensibles de Vénissieux et de Saint-Fons, l'association milite pour la mixité scolaire.

et

